



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 05 NOV. 2025

modifiant et complétant les prescriptions sur le confinement des eaux d'incendie et la disposition des stockages sur le site du 3a rue du Rohrschollen 67100 STRASBOURG de la société ESKA Derichebourg

N° AIOT 0006700587

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le Code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V et les articles L511-1, L 512-20 et R 181-45 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 pris en application du titre Ier livre V du code de l'environnement, codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations, aujourd'hui exploitées par la société ESKA à STRASBOURG, rue du Rohrschollen, en particulier le broyeur de métaux ;
- VU le dossier du 6 juin 2025, par lequel la société ESKA Derichebourg sollicite la réduction du volume prescrit pour le confinement des eaux d'extinction d'un incendie de ses installations du 3a rue du Rohrschollen à STRASBOURG ;

VU le rapport du 19 septembre 2025 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société ESKA Derichebourg (« l'exploitant ») produit un calcul démontrant que sous certaines conditions, un volume de 593 m³ est suffisant pour retenir sur site les eaux d'extinction polluées en cas d'incendie, en lieu en place du volume de 1395 m³ prescrit ;

CONSIDÉRANT que ces conditions tiennent à la limitation de la surface de stockage et à la séparation des îlots de stockage des matières traitées contenant une part combustible ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant justifie d'un volume de confinement réellement disponible de 617 m³ ;

CONSIDÉRANT que dans son dossier susvisé du 6 juin 2025, sur le retour d'expérience de l'incendie du mois de juillet 2023, l'exploitant annonce améliorer l'étanchéité du dispositif de coupure du réseau dont il était alors apparu qu'il pouvait, sous la pression du liquide retenu, laisser échapper des filets d'eaux ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le projet du présent arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est

ARRÊTE

Article 1^{er} Modification du volume de confinement des eaux polluées en cas d'accident

Les dispositions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 29 mars 2021 sont remplacées par les suivantes :

"Article 7.3.2 - Confinement

Pour le confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident, les installations sont équipées d'un bassin de confinement (ou d'un système équivalent) permettant de recueillir des eaux polluées, d'un volume minimal de 617 m³.

Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Le dispositif de coupure de l'évacuation des eaux vers la darse est étanche en toutes circonstances. Il est dimensionné pour résister à la pression du liquide accumulé."

Article 2 Disposition des stockages

La disposition suivante est ajoutée à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 29 mars 2021 :

« Les stockages de déchets et matériaux comportant une part combustible sont disposés en îlots séparés d'une distance telle que l'extension du feu d'un îlot vers l'autre soit prévenue. Cette distance est au minimum de 10 m. Elle est augmentée en tant que de besoin par l'exploitant, en fonction de la nature des matières stockées.

Aucun îlot n'excède la surface de 2300 m². L'exploitant est à même d'en justifier à tout moment. »

Article 3 – Mesures de publicité :

Les mesures de publicité de l'article R. 181-44 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 4 – Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 – Sanctions :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales, définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 6 - Voies et délais de recours :

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 STRASBOURG cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratifs ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 7 - Exécution :

- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ESKA Derichebourg, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de STRASBOURG.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

